

Europe: la réforme institutionnelle n'est pas pour demain

Malgré le soutien du Parlement et de la Commission à la mise en place d'une Convention, les États membres font du surplace



Parlement européen.

Sipa Press

Les faits -

Si elle avait voulu enterrer le dossier, elle ne s'y serait pas pris autrement. En soumettant aux 26 autres États membres un questionnaire sur les suites à donner aux conclusions de la conférence sur l'avenir de l'Europe, la présidence tchèque du Conseil de l'UE a obtenu des réponses très contrastées, d'où son pessimisme sur la mise en place d'une Convention chargée de réviser les traités.

« Ce n'est pas comme cela qu'on fait avancer les choses, déplore l'eurodéputé du groupe centriste Renew Pascal Durand. C'est d'autant plus inquiétant qu'après la Tchéquie vient la Suède, qui n'est pas réputée pour son goût de l'intégration européenne, et qui risque de l'être encore moins vu la coalition gouvernementale qui s'y dessine », estime ce transfuge des Verts.

Les perspectives semblent donc très sombres pour les 18 modifications des traités européens préconisées dans le rapport final de la conférence, qui vont de l'élection directe du président de la Commission au projet de faire de l'Éducation et de la Santé des compétences partagées, en passant par la possibilité d'introduire la possibilité de référendums à l'échelle de l'UE. Malgré le soutien du Parlement et de la Commission, la réforme institutionnelle est encore loin de voir le jour.

D'autant que la présidence a choisi, parmi les recommandations de la conférence, de prioriser l'une des plus controversées : le passage de l'unanimité à la majorité sur des sujets tels que la fiscalité et les sanctions. « Il y a de bonnes raisons de se concentrer sur ce sujet, nuance Eric Maurice, responsable du bureau de Bruxelles de la Fondation Robert Schuman. Il est dans l'actualité. Sur les sanctions contre la Russie, comme sur la directive mettant en oeuvre l'accord sur la fiscalité internationale, on voit la Hongrie menacer d'utiliser son droit de veto, voire l'utiliser pour obtenir des choses sur d'autres dossiers. De plus, passer à la majorité qualifiée ne nécessiterait pas de rouvrir les traités, à part en matière de défense, ajoute cet ancien journaliste. Mais certains pays, notamment les plus petits, ont peur qu'on leur impose des décisions sans prendre en compte leur point de vue ».

Prudence. La Tchéquie n'est pas la seule fautive : dès la conclusion de la conférence sur l'avenir de l'Europe, pas moins de treize Etats membres s'étaient opposés à toute évolution institutionnelle significative. Initiateur de ce projet qui n'a pas eu le succès populaire escompté, Emmanuel Macron s'était certes montré favorable à la mise en place d'une Convention, mais Paris semble beaucoup plus sur la défensive.

« J'ai l'impression que la France cherche à ne pas apparaître comme isolée, explique Pascal Durand. Elle a beaucoup proposé et maintenant, elle va plus vers la pratique européenne classique des alliances ». Malgré le discours de Prague de son chancelier, Olaf Scholz, l'Allemagne ne se fait pas davantage entendre. « On sent une prudence de tout le monde. L'urgence est de gérer la guerre, la crise énergétique et leurs conséquences » analyse Eric Maurice.